

FONDS LOGEMENT UNIQUE DE LA LOIRE

**CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION D'ACCOMPAGNEMENT
SOCIAL LIE AU LOGEMENT ET DE MEDIATION LOCATIVE**

- Vu la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement,
- Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions,
- Vu la loi relative aux libertés et responsabilités locales n° 2004-809 du 13 août 2004,
- Vu la loi n° 2006-87 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement,
- Vu la Convention départementale relative au Fonds Logement Unique de la Loire signée le 18 septembre 2002,
- Vu la charte de l'Accompagnement Social Lié au Logement signée le 23 juin 1997,
- Vu la délibération de l'Assemblée départementale en date du 17 février 2006,
- Vu les décisions du Comité Responsable du Plan en date du 6 décembre 2007.

La présente convention est conclue entre :

D'une part,

Le Département de la Loire, 2 rue Charles de Gaulle, 42022 Saint-Etienne Cedex,
représenté par Monsieur le Président du Conseil général, dûment habilité par décision de la Commission permanente en date du 4 février 2008.

Et d'autre part,

L'association ANEF, 32 rue de la Convention, 42100 Saint-Etienne
(Tél : 04 77 42 36 66), représentée par Monsieur LAFORIE, Président, ayant pleins pouvoirs
aux fins de la présente convention,
ci-après désigné le "contractant".

Il est convenu ce qui suit,

Préambule :

L'ANEF propose des solutions de logement en bail glissant avec un accompagnement social lié au logement et à la gestion locative de proximité au titre de l'Aide à la Médiation Locative (A.M.L.) pour les ménages les plus démunis en lien direct avec les dispositifs du Plan Départemental d'Action pour le Logement des personnes Défavorisées. A ce titre elle répond aux attentes des partenaires engagés dans la recherche de solutions logement durables pour le public qu'elle accueille.

Article 1^{er} - Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de verser une subvention à l'ANEF afin de soutenir la réalisation, à la date d'effet de la présente convention, des actions suivantes :

- **assurer la gestion intermédiaire des logements sociaux mobilisés auprès de bailleurs publics ou privés pendant la durée des baux glissants ;**
- **mobiliser des logements sociaux à faible loyer, pour installer des ménages nécessitant une étape intermédiaire d'apprentissage et un accompagnement social transitoire adapté, avant d'accéder à un logement autonome ainsi que pour des personnes souffrant d'exclusion du fait de leur comportement ou de leurs difficultés psychologiques.**

Cette intervention de bail glissant, avec suivi socio-éducatif spécifique, vise après 6 mois, l'accès à une location directe.

Article 2 - Engagements du contractant

Le contractant s'engage à réaliser un accompagnement spécifique lié au logement dans les conditions suivantes :

2.1. Ménages concernés

Ils sont orientés par les Commissions Logement Territorialisées, le Fichier départemental des demandeurs de logement prioritaires ou les Commissions Logement Uniques.

Pour ce qui concerne les situations d'urgence de personnes sans logement autonome et qui requièrent une prise en charge immédiate, les responsables des secrétariats des CLT ou le gestionnaire du fichier sont habilités à prendre une décision.

En ce qui concerne les personnes souffrant d'exclusion du fait de leur comportement ou de leurs difficultés psychologiques, l'orientation est décidée par les CLU.

2.2. Durée de l'action

La prise en charge des situations se décompose en plusieurs étapes :

- une période de diagnostic (partagé avec le service à l'origine de la demande) et de recherche de la solution logement la plus adaptée ;
- une période minimale de 6 mois, exceptionnellement renouvelable, pendant laquelle l'association est colocataire du logement avec le ménage ;
- à l'issue de ces périodes, le retrait de l'association et le passage du bail au nom du seul locataire, en concertation avec la famille et en accord avec le bailleur.

Pendant ces différentes phases, l'association assure, auprès du ménage, un accompagnement social de proximité adapté à la situation. Au-delà de cette période, elle reste à disposition du bailleur et du ménage en cas de problème, en vue de garantir la pérennité du bon fonctionnement du contrat locatif, et ce, durant une période de 6 mois.

2.3. Contenu de l'action

L'ANEF s'engage :

- à rechercher des biens dans les secteurs publics et privés sur les arrondissements de Saint-Étienne et de Montbrison ;
- à mettre à disposition sous forme de **bail glissant** les logements nécessaires à la mission d'accompagnement social lié au logement, soit une prévision de **50 logements** sur une moyenne de 9 mois chacun
- à prendre en charge dans le dispositif une moyenne mensuelle de **37 ménages** dans l'exercice avec un objectif de relogement en bail glissant de 37 ménages
- à prendre en charge dans le dispositif **15 ménages** souffrant d'exclusion du fait de leur comportement ou de leurs difficultés psychologiques.
- à effectuer :
 - ➔ la validation du diagnostic de la demande de logement en bail glissant,
 - ➔ la signature conjointe des baux de location avec le ménage,
 - ➔ l'accompagnement social des ménages concernés avec, en fonction des situations, le suivi du paiement du loyer et des charges afférentes au logement et l'accompagnement à l'accès aux soins,

2.4. Collaboration avec les différents partenaires

La mise en œuvre de l'accompagnement social s'effectuera en étroite collaboration avec les diverses associations ou services à l'origine de la demande. Une recherche de relais sociaux sera faite une fois l'installation dans le logement.

Des liaisons seront faites avec le Fonds Logement Unique, les Commissions Logement Territorialisées, le Fichier départemental des demandeurs de logement prioritaires et les Commissions Logement Uniques.

Quelle que soit la cause d'achèvement anticipé de l'accompagnement social du fait du bénéficiaire, le contractant en informera immédiatement le gestionnaire.

2.5. Encadrement et intervenants

La prestation est assurée par un travailleur social diplômé d'Etat, dont l'intervention s'effectue au siège de l'association, au domicile des personnes ou au plus près des publics et des partenaires locaux.

Le contractant assure l'encadrement et la formation des personnels et la continuité de l'action en adaptant l'organisation des moyens. Il s'engage à informer le gestionnaire des modifications qui pourraient intervenir dans l'organisation de cette action.

Article 3 - Engagements du Département de la Loire

Le Département s'engage à financer l'action de l'ANEF qui s'inscrit, au titre du Fonds Logement Unique, dans le cadre du programme d'actions du Plan Départemental d'Action pour le Logement des personnes Défavorisées.

Garanties données par le Fonds Logement Unique

La prise en charge des impayés locatifs en cas de défaillance du locataire concerne uniquement la période de co-signature du bail.

Les dégradations éventuellement occasionnées et ce uniquement pendant la période de co-signature du bail glissant, seront examinées au cas par cas par l'équipe technique élargie, sur présentation de justificatifs.

La prise en charge de la période de vacance du logement est limitée à un mois à partir de l'engagement de l'association à signer le bail de location.

Article 4 - Dispositions financières

4.1. Participation du FLU

Le Département de la Loire versera une subvention **pour un montant global de 139 690,00 € TTC, répartis de la façon suivante :**

Au titre de l'ASLL, le Fonds Logement Unique assure le financement à hauteur de :

- 71 040 €TTC** (444 mois x 160,00 €) pour les suivis de l'exercice, en complément d'autres financements, pour 37 baux glissants au bénéfice de ménages de catégorie 1, 2, 3 et 4.

- **50 400,00 €TTC** (180 mois x 280,00 €) pour les 15 ménages souffrant d'exclusion du fait de leur comportement ou de leurs difficultés psychologiques : ménages de catégorie 5.

- **Au titre de l'aide à la gestion des baux glissants**, en complément des actions d'accompagnement liées au logement, le gestionnaire verse une subvention visant à permettre au contractant de faire face aux dépenses spécifiques liées aux logements mobilisés au titre de la présente convention.

Un forfait de **365,00 €** par logement sera accordé sur la base du glissement effectif du bail du logement considéré soit un financement prévisionnel pour **50 logements de 18 250,00 €TTC** (50 x 365,00 €).

Un logement ne pourra être financé qu'une seule fois.

La subvention inclut les frais afférents au poste de travailleur social, la logistique et déplacements.

4.2. Echancier des paiements

Les règlements seront réalisés selon l'échéancier suivant :

- versement d'un acompte de 30 % du montant de l'action engagée, soit **41 907,00 € TTC**, dès la signature de la convention,
- versement d'un 2ème acompte de 30 % à l'issue d'une période de 6 mois, sur production d'un bilan intermédiaire et des documents justificatifs,
- versement du solde à l'échéance de la convention sur présentation du rapport final d'activité.

Dans l'hypothèse d'une dépense réelle inférieure, la subvention sera réajustée en conséquence.

Le comptable assignataire des paiements est Madame le Payeur départemental, 22 rue Balaÿ 42022 Saint-Etienne.

Article 5 - Suivi et évaluation des missions subventionnées

Les parties sont tenues à une concertation régulière pendant toute la durée de la convention.

Le contractant s'engage à compléter chaque mois les « grilles de suivi » qui lui auront été fournies et à les transmettre par courrier électronique au PDALD, au Conseil général (SDPS), et aux CLU concernées.

S'il apparaît, en milieu d'exercice, que le nombre d'interventions pour les ménages souffrant d'exclusion du fait de leur comportement ou de leurs difficultés psychologiques (catégorie 5) ne correspond pas aux prévisions, les objectifs pourront évoluer, après accord de l'équipe technique du PDALD.

Une réunion/bilan aura lieu au cours du 9^{ème} mois de l'exercice avec les membres de l'équipe technique du PDALD. Avant cette date, le contractant devra fournir un bilan écrit de l'action, portant sur les aspects qualitatifs et quantitatifs.

Ce bilan effectué au plus tard 3 mois avant la date d'échéance annuelle, permettra à chacune des parties de prendre toutes dispositions à l'échéance de celui-ci, et notamment au gestionnaire de prononcer l'admission des prestations réalisées au titre de la présente convention.

Article 6- Contrôle des fonds alloués (Article 10 de la loi du 12 avril 2000/Arrêté du 11 octobre 2006/ Art. 1611-4 CGCT)

Le cocontractant est tenu de fournir au Département, une copie certifiée de ses budgets et comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous les documents faisant connaître les résultats de des activités subventionnées.

Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, le cocontractant doit produire un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention dans les conditions prévues par l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 alinéa 4 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Article 7 - Durée de la convention

La présente convention produira ses effets à compter de sa notification aux parties et expirera le 31 décembre 2008.

Dans tous les cas d'achèvement anticipé de l'action tels que visés aux articles 9 et 10 le paiement du contractant se fera au prorata du niveau de réalisation de l'action.

Article 8 - Interdiction de reversement de la subvention allouée (Décret- loi 2 mai 1938)

La subvention est attribuée à l'ANEF, qui ne pourra reverser à un tout autre organisme tout ou partie des fonds alloués.

Article 9 - Dénonciation

Le Département se réserve la faculté de dénoncer la présente convention, à tout moment, pour tout motif d'intérêt général, après un préavis de 3 mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10 - Résiliation

Le Département se réserve la faculté de résilier la présente convention si le contractant ne remplit pas ses obligations, après une mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si cette mise en demeure reste infructueuse dans un délai de 15 jours, la résiliation prendra effet à l'expiration du délai. La lettre résiliation, constatant le non-respect de l'obligation, sera adressée au contractant en recommandée avec accusé de réception.

Article 11 - Règlement des différends

En cas de litige résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement amiable dudit litige.

En cas d'échec de la conciliation, le différend sera porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

Fait à Saint-Etienne, le

**Pour le Département,
Le Président du Conseil général de la Loire**

Cachet et signature

**Pour l'association ANEF,
Le Président**

Cachet et signature